



Colloque international #ComoresTice

Les 16 et 17 octobre 2026 – à Villetaneuse

L'Afrique francophone : la recherche comme levier d'un développement effectif des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'économie verte.

Synthèse et conclusions du colloque international **#ComoresTice4 - 2026**

Thème du colloque : « L'Afrique francophone : la recherche comme levier d'un développement effectif des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'économie verte »

Présentation du colloque :

Le colloque international #ComoresTice 4, qui s'est tenu sur deux journées, avait pour but de rassembler des participants issus d'horizons divers, notamment des chercheurs, des enseignants-chercheurs, des doctorants, des représentants des institutions, des responsables de la décision publique, ainsi que des professionnels et des acteurs impliqués dans les processus de développement.

Il s'inscrit dans une période marquée par des changements profonds au sein des sociétés africaines. Au lendemain des indépendances, les États du continent se sont progressivement engagés dans l'élaboration et la révision de leurs politiques publiques, dans le but de satisfaire les attentes des populations et de soutenir les évolutions économiques et sociales. L'éducation, la santé et l'économie ont ainsi bénéficié de multiples programmes et orientations stratégiques à l'échelle nationale. Ces initiatives ont souvent été développées en tenant compte des cadres d'action promus par les organisations internationales, d'abord dans le prolongement des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), puis dans celui des Objectifs de développement durable (ODD).

Les interventions publiques menées dans ces différents domaines ont produit des résultats appréciables. Dans plusieurs pays, la scolarisation s'est étendue, les dispositifs de prévention et de traitement de certaines maladies se sont améliorés, et les structures économiques ont connu des changements notables. Cependant, les bénéfices de ces évolutions restent inégalement accessibles aux populations et ne permettent pas encore de surmonter l'ensemble des contraintes profondes qui pèsent sur les sociétés africaines.

L'éducation constitue, à cet égard, un premier champ de questionnement majeur. Si la progression des effectifs scolaires témoigne d'une amélioration de l'accès à l'enseignement, elle ne signifie pas nécessairement que les conditions d'apprentissage se sont suffisamment améliorées. La formation initiale et continue des enseignants, leurs conditions d'exercice, l'adaptation des programmes scolaires, la disponibilité du matériel pédagogique et des outils numériques, de même que la qualité des infrastructures, demeurent des

préoccupations essentielles. Il convient dès lors de dépasser la seule question de la scolarisation pour examiner les conditions dans lesquelles l'éducation est dispensée, les résultats qu'elle permet d'obtenir et sa capacité à accompagner les changements qui traversent les sociétés contemporaines.

Les problématiques économiques soulèvent également des interrogations fondamentales. Dans une grande partie des pays africains, la dépendance à l'égard d'un nombre restreint de ressources naturelles et de produits de base rend les économies particulièrement sensibles aux variations des marchés mondiaux. Cette fragilité met en évidence la nécessité de repenser les stratégies économiques, en accordant une place centrale à la diversification des activités, à la création d'emplois, au soutien à l'entrepreneuriat et au développement de filières capables de transformer les ressources sur place. L'innovation et la recherche de modes de production respectueux des exigences environnementales apparaissent également comme des leviers importants. À ce titre, l'économie verte, l'économie sociale et solidaire et les nouvelles formes d'organisation de la production ouvrent des perspectives susceptibles de renouveler les approches du développement.

Le secteur de la santé demeure, lui aussi, au cœur des défis du développement. Plusieurs avancées ont été observées, en particulier dans les domaines de la vaccination, de la prévention et de la prise en charge de diverses maladies. Malgré ces progrès, les possibilités d'accès aux services sanitaires restent fortement différenciées selon les espaces géographiques et les groupes sociaux. Le déficit d'équipements, la pénurie de personnels suffisamment formés, les contraintes budgétaires et les inégalités entre les territoires continuent de limiter les capacités des systèmes de santé. Ces réalités montrent que l'évaluation du développement ne peut se limiter aux performances économiques. Elle doit également prendre en considération les conditions d'existence des populations, leur état de santé et les possibilités dont elles disposent pour accéder à un véritable bien-être.

C'est dans ce cadre que la recherche scientifique prend toute son importance. Sa fonction ne se limite pas à la production de connaissances destinées au monde universitaire. Elle représente aussi un moyen de décrypter les phénomènes sociaux, d'identifier les évolutions à venir et d'éclairer les choix des décideurs. En approfondissant la connaissance des contextes économiques, éducatifs, sanitaires et sociaux, les travaux scientifiques peuvent contribuer à élaborer des politiques publiques plus cohérentes avec les réalités territoriales et les attentes des populations.

La réalisation de cet objectif nécessite néanmoins de consolider les relations entre les différents acteurs qui participent à la production et à la diffusion des connaissances. Les établissements universitaires et les centres de recherche africains, les institutions publiques, les organisations de la société civile, les entreprises, les membres de la diaspora scientifique, ainsi que les experts et partenaires internationaux sont appelés à contribuer à cette entreprise collective. Le développement de collaborations entre ces différentes catégories d'acteurs peut faciliter les échanges de connaissances, encourager la mutualisation des expériences et favoriser la conception de solutions davantage ancrées dans les contextes africains.

C'est dans cette logique que cette 4^e édition du colloque international #ComoresTice entend proposer un examen approfondi des politiques publiques conduites sur le continent africain depuis les années 1970. L'objectif sera d'étudier les principes qui ont guidé leur conception, d'apprécier leurs effets et d'identifier les limites auxquelles elles se sont heurtées. Il sera également question d'analyser les changements qu'elles ont engendrés dans les structures et les pratiques sociales. Une attention spécifique sera portée aux facteurs qui entravent encore les processus de développement, ainsi qu'aux orientations stratégiques pouvant soutenir des dynamiques plus équitables, plus indépendantes et davantage inscrites dans la durée.

Les discussions étaient structurées autour de trois grandes orientations scientifiques :

- **La gouvernance économique et les nouvelles perspectives de l'économie verte**, en mettant l'accent sur la diversification des activités économiques, le développement de l'entrepreneuriat, la promotion de l'innovation et la recherche de modèles de développement durables ;
- **La santé publique et les transformations des systèmes de soins**, en examinant les conditions d'accès aux services sanitaires, les modalités d'organisation des structures de soins, les dispositifs de prévention et les inégalités d'ordre social et territorial ;
- **L'éducation et les mutations des systèmes éducatifs**, en s'intéressant particulièrement aux réformes institutionnelles et pédagogiques, à la qualité des apprentissages, au renforcement des compétences des enseignants, aux pratiques innovantes ainsi qu'à la correspondance entre les formations dispensées et les exigences économiques et sociales.

Au-delà de la présentation et de la discussion des recherches et des expériences de terrain, cette rencontre vise à construire une réflexion partagée permettant de consolider les liens entre production scientifique, action publique et transformation sociale. Il s'agit notamment de reconnaître à la recherche un rôle central dans l'interprétation des réalités africaines et dans l'élaboration de réponses opérationnelles aux difficultés rencontrées par les sociétés du continent.

Les communications présentées pendant les deux journées ont contribué à approfondir les débats scientifiques, à développer les échanges entre les parties prenantes et à faire émerger des propositions susceptibles d'orienter les décisions publiques.

Les travaux du colloque s'articulaient autour de trois axes majeurs de réflexion et de recherche, qui constituent les principaux espaces de dialogue scientifique de cette édition.

Axe 1. Gouvernance économique, développement durable et économie verte en Afrique francophone

Cet axe est consacré à l'examen des orientations économiques adoptées par les pays africains et à l'étude de leurs conséquences sur les processus de développement. Les contributions pourront notamment analyser les modèles de croissance privilégiés, les fragilités persistantes des structures économiques et les possibilités qu'offrent les approches actuelles de l'économie verte et de l'économie bleue.

Questions :

- Quels enseignements peut-on dégager des politiques économiques appliquées depuis les années 1970 ?
- Par quels moyens les économies africaines peuvent-elles élargir leurs bases productives et limiter leur exposition aux chocs extérieurs ?
- Quelle place accorder à l'agriculture durable, à la pêche, au tourisme et à l'entrepreneuriat vert dans les stratégies de développement ?

Axe 2. Santé publique africaine : politiques, systèmes de soins et pratiques sociales

Cet axe examine les orientations des politiques sanitaires, les modes de fonctionnement des systèmes de soins et l'influence des facteurs sociaux sur l'état de santé des populations en Afrique francophone.

Questions :

- Dans quelle mesure les politiques sanitaires mises en place ont-elles permis de satisfaire les besoins des populations ?
- Quels facteurs limitent encore l'accès aux soins dans des conditions d'équité ?
- Quelles démarches permettraient de consolider les capacités des institutions sanitaires et des communautés ?

Axe 3. Éducation, formation et capital humain

Cet axe s'attache à l'étude des transformations des systèmes éducatifs, des dispositifs de formation des enseignants et des mécanismes de gouvernance de l'éducation.

Questions :

- Quel bilan peut-on établir des réformes éducatives conduites en Afrique francophone depuis les années 1970 ?
- Quelles mesures permettraient de renforcer la qualité de l'enseignement et les compétences professionnelles des enseignants ?
- Comment faire évoluer les systèmes éducatifs afin qu'ils répondent davantage aux exigences du développement économique et social ?

Synthèse et conclusions :

Au terme de ces deux journées de réflexions, d'échanges scientifiques et de partage d'expériences, une conviction majeure se dégage : la recherche ne doit pas rester confinée aux universités et aux laboratoires. Elle doit contribuer à éclairer les décisions publiques, à améliorer les pratiques professionnelles et à apporter des réponses concrètes aux besoins des populations.

Nos travaux se sont articulés autour de trois grands axes : la gouvernance économique et l'économie verte, la santé publique, ainsi que l'éducation, la formation et le capital humain.

Premièrement, la gouvernance économique et l'économie verte.

Les communications consacrées à cet axe ont mis en évidence l'importance d'une gouvernance plus efficace, transparente et adaptée aux réalités des territoires. Les réflexions sur le contrôle de gestion, la performance des collectivités territoriales, la gouvernance durable des entreprises et la diversification économique soulignent la nécessité de mieux mobiliser les ressources disponibles au service du développement.

Les travaux portant sur l'intelligence artificielle et la transformation numérique ouvrent également des perspectives intéressantes pour améliorer la gestion publique et accompagner les dynamiques territoriales. Toutefois, ces outils ne peuvent produire des effets durables que s'ils s'appuient sur des compétences adaptées, des institutions solides et une utilisation responsable des technologies.

L'enjeu est donc de construire une économie plus résiliente, plus inclusive et plus respectueuse de l'environnement, capable de créer des opportunités pour les populations et les générations futures.

Deuxièmement, la santé publique.

Les contributions de cet axe ont rappelé que les défis sanitaires ne peuvent être abordés uniquement sous l'angle médical. Ils concernent également les politiques publiques, l'organisation des systèmes de soins, les pratiques sociales, la prévention et les inégalités d'accès aux services de santé.

Les échanges autour des nouvelles technologies, de l'intelligence artificielle et de la recherche pharmaceutique ont permis d'interroger les possibilités offertes par l'innovation scientifique pour améliorer les connaissances, soutenir les professionnels et contribuer à la prise en charge des maladies.

Mais une idée essentielle doit être retenue : l'innovation n'a de véritable valeur que si elle répond aux besoins réels des populations. Elle doit être accompagnée de moyens adaptés, de compétences, d'une attention particulière aux inégalités et d'une démarche éthique et responsable.

Troisièmement, l'éducation, la formation et le capital humain.

Cet axe a fait ressortir une question fondamentale : comment transformer les progrès de la scolarisation en véritables progrès dans les apprentissages, les compétences et l'insertion professionnelle ?

Les communications consacrées aux réformes éducatives, notamment aux Comores, ont souligné plusieurs défis : les insuffisances des infrastructures pédagogiques, les besoins de formation continue des enseignants, les difficultés de gouvernance et la nécessité de mieux adapter les formations aux réalités socio-économiques.

Les réflexions sur l'éducation inclusive, les pédagogies innovantes, le numérique et l'intelligence artificielle ont également montré l'importance de placer les apprenants au cœur des transformations éducatives.

L'enjeu n'est donc pas seulement de permettre aux enfants et aux jeunes d'accéder à l'école, mais de leur donner les connaissances, les compétences, l'esprit critique et les capacités d'adaptation nécessaires pour participer pleinement au développement de leurs sociétés.

À travers ces trois axes, un enseignement transversal se dessine : le développement durable de l'Afrique francophone exige une meilleure articulation entre la recherche scientifique, la décision publique, l'innovation technologique et les réalités du terrain.

Il nous appartient désormais de faire vivre les réflexions engagées au cours de ces deux journées. Cela suppose de renforcer les collaborations entre les universités, les centres de recherche, les pouvoirs publics, les entreprises, les organisations de la société civile et les partenaires au développement. Cela suppose aussi de valoriser les résultats scientifiques, de favoriser leur appropriation par les décideurs et de poursuivre les échanges entre chercheurs africains et partenaires internationaux.

Un colloque ne se mesure pas uniquement au nombre de communications présentées ni à la richesse des débats. Il se mesure aussi à sa capacité à faire émerger de nouvelles collaborations, à inspirer des initiatives et à contribuer, dans la durée, à la résolution des problèmes auxquels nos sociétés sont confrontées.

C'est dans cet esprit que l'association #ComoresTice entend poursuivre son engagement en faveur du partage des connaissances, de la coopération scientifique et de la valorisation de la recherche au service du développement.

Paris, le 20 octobre 2026

Le coordinateur scientifique du Colloque

Dr NOUR Fahad